

# **Partis-présidentielle-PS-finances-entreprises-immobilier,LEAD**

## **Royal favoriserait les fonds de pension investissant dans les entreprises**

**PARIS, 26 avr 2007 (AFP) - Ségolène Royal , candidate socialiste à la présidentielle, a indiqué jeudi à Paris qu'elle favoriserait fiscalement, si elle était élue, les fonds de pension choisissant d'investir dans des entreprises et pénaliserait ceux investissant dans l'immobilier.**

**La candidate s'est rendue avec Bertrand Delanoë, maire de Paris, et Patrick Bloche, élu du XIe et premier secrétaire de la fédération PS de Paris, au 39 bis rue de Montreuil, un immeuble moderne avec terrasses, fleurs aux balcons et rosiers dans la cour intérieure. A plusieurs fenêtres étaient accrochées des banderoles "j'y suis, j'y reste".**

**Cet immeuble a échappé à la vente à la découpe grâce à la mobilisation de ses locataires et à une intervention de la ville de Paris, qui l'a fait racheter par une société de HLM et une autre émanant du 1% patronal.**

**Mme Royal a critiqué "la spéculation immobilière des fonds de pension qui bénéficient d'avantages fiscaux", qui "chassent les familles à revenus modestes ou moyens", et a indiqué que, si elle arrivait au pouvoir, elle réformerait ce dispositif au nom du "droit au logement" et de la "protection des familles".**

**"Les fonds de pension feraient mieux d'investir dans les entreprises pour créer des emplois", a-t-elle déclaré, précisant qu'elle baisserait la fiscalité pour les y encourager, en supprimant en revanche "les avantages fiscaux accordés aux organismes qui font de la spéculation immobilière".**

**"La bataille pour le logement de tous les Français est pour moi une bataille essentielle", a dit Mme Royal , parce qu'"être correctement logé conditionne la qualité de vie de famille", et que "les familles bien installées qui n'ont pas l'angoisse des fins de mois pour savoir si elles vont payer leur loyer et leurs charges, ce sont des familles bien sécurisées qui élèvent bien leurs enfants".**

**"Il y a du désordre quand de l'argent disponible dans une société s'investit dans des lieux en dégradant la vie des autres", a-t-elle ajouté. "Je veux une société où chacun est à sa place et où le potentiel des uns est mis au service de l'intérêt général de la France", a-t-elle dit.**

**Le maire de Paris a expliqué qu'en six ans de mandature la ville avait racheté 7.000 des 22.000 appartements soumis à une vente à la découpe, "ce qui est énorme pour les finances de la ville". Il a rappelé que le "pacte présidentiel" prévoyait, outre la suppression des avantages fiscaux lors de la vente à la découpe, "des instruments légaux donnés aux maires de toutes les communes pour pouvoir s'y opposer".**